

# Guerre d'Algérie : appel à l'ouverture d'archives sur l'utilisation d'armes chimiques par l'armée française

AFP, 7 avril 2022

**Des historiens et journalistes ont lancé jeudi un appel aux autorités françaises pour que les archives militaires, « cadenasées » selon eux, sur le recours aux armes chimiques par l'armée française dans des grottes pendant la guerre d'Algérie soient ouvertes et consultables.**

Des historiens et journalistes ont lancé jeudi un appel aux autorités françaises pour que les archives militaires, « cadenasées » selon eux, sur le recours aux armes chimiques par l'armée française dans des grottes pendant la guerre d'Algérie soient ouvertes et consultables.

« Soixante ans après la fin de la colonisation et de la guerre d'Algérie, on parle d'un "apaisement des mémoires". Mais est-ce possible (...) si l'accès aux archives est encore partiel? », indique un communiqué

des participants à une conférence de presse jeudi à Paris, dont les historiens Christophe Lafaye et Gilles Manceron.

« Il en est ainsi de la *guerre des grottes* qui a fait rage durant la guerre d'Algérie dans les gigantesques réseaux souterrains de l'Aurès, du nord-est de l'Algérie et du massif du Djurdjura dans la chaîne de l'Atlas, où des *sections de grottes* organisées par l'armée française ont été chargées d'utiliser des gaz toxiques contre les personnes, combattantes ou non, qui s'y trouvaient cachées », poursuit le communiqué.

La guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) a opposé des nationalistes algériens à la France.

« Entre 1956 et 1962, la France a mené en Algérie une guerre souterraine contre le Front de libération national et l'ALN, qui utilisaient des

réseaux souterrains, des grottes naturelles, des caches pour pouvoir combattre », a décrit M. Lafaye.

L'armée française a elle utilisé du gaz toxique « pour pouvoir chasser les indépendantistes de leurs réduits souterrains, faire des prisonniers pour recueillir du renseignement » mais aussi pour rendre inutilisables ces grottes.

« Cette *guerre des grottes*, c'est un grand impensé de la guerre d'Algérie », a-t-il lancé. « Ces faits sont connus mais n'ont jamais été travaillés parce qu'ils renvoient à une mémoire douloureuse, à des questions taboues - l'usage de l'arme chimique - et à un manque de sources, à des archives cadencées ».

L'historien appelle le président français Emmanuel Macron « à prendre un décret qui permette l'ouverture de l'intégralité de ces fonds d'archives sur la guerre souterraine, qui sont au ministère des Armées, et la levée des obstacles législatifs ». « Il est encore possible, alors que les derniers témoins disparaissent, d'écrire

cette histoire ».

Grâce aux témoignages d'anciens combattants français, « on a appris qu'il y a eu beaucoup d'appelés (du contingent) au sein des unités » qui utilisaient ces gaz toxiques ; certains en gardent une mémoire extrêmement traumatique », a-t-il souligné.

Dans une enquête au long cours intitulée la « guerre des grottes » et publiée dans la revue XXI, la journaliste Claire Billet, présente à la conférence de presse, a rencontré d'anciens militaires français qui ont accepté de raconter ce recours aux gaz toxiques.

« On employait des gaz. C'était ça le *spécial* de notre section. Ça, fallait pas en parler. On fouillait la grotte, on la gazait, et, si possible, on faisait sauter l'entrée », a ainsi raconté à la journaliste un ancien appelé qui a passé 28 mois en Algérie.

M. Macron a fait au cours de sa présidence plusieurs gestes pour tenter d'apaiser la mémoire douloureuse entre la France et l'Algérie.